

Unité départementale de Lille  
44 rue de Tournai  
CS 40259  
59019 Lille

Lille, le 19/05/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 23/04/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**ILENERGIE Mont de Terre**

204 rue Sadi Carnot  
59350 Saint-André-Lez-Lille

Références : 2026\_ILENERGIE MdT\_Lille\_détecteur  
Code AIOT : 0007001214

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/04/2026 dans l'établissement ILENERGIE Mont de Terre implanté Pont de Tournai - Mont de Terre 59000 Lille. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôles 2026 de la DREAL Hauts-de-France.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ILENERGIE Mont de Terre
- Pont de Tournai - Mont de Terre 59000 Lille
- Code AIOT : 0007001214

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société ILENERGIE exploite sur le territoire de la commune de Lille une chaufferie urbaine. Son activité relève du régime de l'autorisation au titre des rubriques de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement et, en particulier pour la rubrique 3110. Les appareils de combustion sont les suivantes :

- 6 générateurs d'eau surchauffée alimentés au gaz naturel (puissance totale 88,68 MW)
- 1 centrale de cogénération (110 MW) avec turbine à gaz (LM 6000) ;
- 1 centrale de cogénération (36 MW) avec turbine à gaz (Mars100) ;
- 1 groupe électrogène d'alimentation en secours de la centrale (1,5 MW)

Le réseau de chaleur de la MEL est alimenté principalement par l'unité de valorisation énergétique située à Halluin (CVE). La chaufferie Mont de Terre est la principale unité de production de chaleur du réseau de Lille. Son fonctionnement est conditionné par le point d'équilibre du réseau, qui dépend des besoins en chaleur du réseau et de la puissance apportée par le CVE.

Le réseau de chaleur de Lille sert lui-même de source d'énergie primaire aux réseaux secondaires comme le réseau de Villeneuve-d'Ascq. La chaleur en provenance du CVE ou des chaufferies est envoyée vers des postes d'échange thermique via un maillage de canalisations souterraines. Ces postes d'échanges thermiques distribuent ensuite la chaleur aux bâtiments raccordés.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les appareils de combustions se repartissent dans 4 bâtiments que nous appellerons chaufferies dans la suite du rapport :

- Chaufferie LM6000,
- Chaufferie MARS100,
- Chaufferie 2004,
- Chaufferie 2014.

Les détecteurs des chaufferies LM6000 et MARS100 n'ont pas fait l'objet du contrôle. Le fonctionnement de ses appareils de combustion est encadré par les constructeurs qui fixent le cahier des charges et imposent des prestataires spécifiques pour le suivi, le contrôle et la maintenance de ces appareils. L'exploitant a néanmoins transmis la partie des rapports de contrôles relative aux détecteurs des visites d'avril 2026 pour la LM6000 et d'août 2025 pour la MARS100.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Implantation des détecteurs	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 55	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Détection gaz – Type de test effectué	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 55	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
7	Détection gaz – procédure indisponibilité détecteurs	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
8	Détection gaz – test réel – suivi procédure	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 55	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Détection gaz – technologie	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 55	Sans objet
3	Détection gaz – seuils sécurité et actions associées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 55	Sans objet
4	Détection gaz – fréquence de tests	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 55	Sans objet
6	Détection gaz – Test des asservissements	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant sous traite à la société GLSI sécurité le contrôle et la maintenance des détecteurs gaz des 6 chaudières du site. La société transmet à l'exploitant un rapport de vérification du système de détection gaz. Les essais réels ne sont réalisés qu'une fois par an hors période de chauffe. L'exploitant ne dispose pas de plan et/ou de liste permettant de visualiser l'ensemble des détecteurs présents sur le site, ainsi que leur typologie et leur historique de vie. Les procédures de test et notamment lors du shunt de l'asservissement doivent être transmises sous 1 mois à l'Inspection, ainsi que la procédure de gestion de la sécurité en cas d'indisponibilité ou de maintenance des détecteurs.

### 2-4) Fiches de constats

## N° 1 : Détection gaz – technologie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 55
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, technologie des détecteurs
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...]Les détecteurs, leur positionnement et leur nombre sont adaptés aux risques identifiés.'exploitant tient à disposition les justificatifs de conception et dimensionnement du réseau de détecteurs. [...]
<b>Constats :</b>  La chaufferie de 2004 est équipée de détecteur CEX300 et celle de 2014 de détecteur SE183KM. Ces détecteurs fonctionnent selon le principe l'oxydation catalytique. La fiche technique du capteur SE183KM indique que le capteur est étalonné à 20% de la LIE du méthane et stipule que la vie utile du capteur est de 5 ans et qu'il est conseillé de procéder à une vérification au moins une fois par an. La fiche technique du CEX300 mentionne que le détecteur est conforme aux normes européennes EN 50054 et EN 50057 pour le gaz méthane, qui est également le gaz d'étalonnage. Elle indique que l'interval maximum entre deux calibrages est de 6 mois. La durée de vie est estimée supérieur à 36 mois. L'exploitant a transmis le schéma de principe de la détection gaz installée dans ses chaufferies. Chacune des chaufferies est reliée sur une centrale à microprocesseur. Les centrales sont directement reliées au boîtier de coupure de la force (électricité du bâtiment) et aux 2 électrovannes présentes sur le conduit gaz alimentant la chaufferie. La centrale est également reliée directement à la lampe d'alarme et à la sirène.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Implantation des détecteurs

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 55
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, implantation
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] A.-L'exploitant met en place un réseau de détecteurs tel que prévu dans son étude de dangers.  Les détecteurs, leur positionnement et leur nombre sont adaptés aux risques identifiés.[...]
<b>Constats :</b>  L'exploitant n'a pas présenté de liste globale des détecteurs gaz et incendie et de plan général du site avec la localisation des détecteurs. Pour les chaufferies 2004 et 2014, l'implantation des détecteurs est réalisée sur la même logique : 1 détecteur UV au niveau de chacun des brûleurs, des détecteurs d'ambiance en sortie des flux d'air. Le rapport de vérification de la chaufferie 2004 fait état de 6 détecteurs, dont 3 en voie haute. L'Inspection n'a constaté la présence que d'un seul de ces détecteurs dans le bâtiment concerné. Par ailleurs, seules 4 voies sont identifiées sur la centrale gaz associée.

Le rapport de vérification de la chaufferie 2014 fait état de 5 détecteurs ce qui est conforme avec les constats de l'inspection.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmettra sous 1 mois à l'Inspection la liste de l'ensemble des détecteurs gaz et incendie présents sur le site ainsi qu'un plan général du site permettant leur localisation. Cette liste devra permettre d'identifier la centrale gaz à laquelle est rattaché le détecteur ainsi que sa typologie et son historique de vie.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

### N° 3 : Détection gaz– seuils sécurité et actions associées

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 55
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Seuils sécurité et actions associées
<b>Prescription contrôlée :</b>  A.-L'exploitant met en place un réseau de détecteurs tel que prévu dans son étude de dangers. [...]  Les détecteurs, leur positionnement et leur nombre sont adaptés aux risques identifiés.  L'exploitant tient à disposition les justificatifs de conception et dimensionnement du réseau de détecteurs [...]
<b>Constats :</b>  Les seuils de sécurité des chaufferies sont les suivants : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Chaufferie 2014 : alarme 1 (7 %) alarme 2 (10 %),</li> <li>• Chaufferie 2004 : alarme 1 (15 %) alarme 2 (20 %) alarme 3 (30%).</li> </ul> Les gammes de mesures sont respectivement 0-20% et 0-100%. Le gaz étalon et le CH4. Les actions déclenchées sont : <ul style="list-style-type: none"> <li>• alarme 1 : flash et transmission au poste de contrôle</li> <li>• alarme 2 : coupure force, coupure vanne gaz et coupure éclairage.</li> </ul> Chacune des arrivées de gaz (une par chaufferie) est munie de 2 électrovannes qui se coupent par défaut d'énergie. Questionné sur un éventuel dépassement de seuils, l'exploitant a déclaré ne pas en avoir eu sur le site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 4 : Détection gaz – fréquence de tests

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 55
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, fréquence de tests

**Prescription contrôlée :**

[...]L'exploitant tient à disposition les justificatifs de conception et dimensionnement du réseau de détecteurs. Il tient à jour, la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité, détermine et met en œuvre les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps. L'exploitant respecte les conditions de fonctionnement et d'entretien définies par le fabricant de ces détecteurs. Le déclenchement des détecteurs et les actions correctives ou préventives menées sont tracées.

**Constats :**

La fréquence de vérifications de l'ensemble des détecteurs est bianuelle. L'exploitant indique que la maintenance est réalisée prioritairement lors des opérations de vérification.

L'exploitant a présenté à l'inspection son tableau de suivi des non-conformité et des interventions.

Les deux rapports de vérifications 2025 des chaufferies 2004 et 2014 ont été communiqués à l'Inspection, ainsi que des extraits des derniers rapports de contrôles de la LM6000 et la MARS100.

L'inspection a relevé plusieurs observations sur les rapports :

- chaufferie 2004 : prévoir le remplacement de sonde/sonde hors service, préconisation de remplacement de l'ensemble de l'installation. Après vérification sur le tableau sus-mentionné, la sonde a été remplacée le 18/11/25 pour des visites du 08/01/25 et du 16/07/25.
- chaufferie 2014 : préconisation du remplacement des batteries de 2021 (observation du 16/07/25)
- LM6000 : RAS
- MARS100 : prévoir le remplacement des batteries en 2022. Les batteries ont été remplacées le 12/10/25.

L'inspection note:

- des incohérences de date, en particulier concernant le rapport de la MARS100,
- des délais de prises en compte des remarques conséquents, en particulier pour la chaufferie 2004.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant expliquera sous 1 mois à l'inspection les raisons du manque de réactivité concernant la sonde 3 hors service (générateur 2) et les mesures mises en oeuvre en termes de protection suite à cette indisponibilité.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 5 : Détection gaz – Type de test effectué**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 55

**Thème(s) :** Risques accidentels, Type de test effectué des détecteurs

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]L'exploitant tient à disposition les justificatifs de conception et dimensionnement du réseau de détecteurs. Il tient à jour, la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité, détermine et met en œuvre les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps. L'exploitant respecte les conditions de fonctionnement et d'entretien définies par le fabricant de ces détecteurs. Le déclenchement des détecteurs et les actions correctives ou préventives menées sont tracées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les essais réels ne sont réalisés qu'une seule fois par an, hors période de chauffe. Pour la deuxième vérification, un shunt de l'asservissement est réalisé. Ainsi n'est testé que le relai d'information et de l'énergie, mais pas la coupure physique de l'électrovanne.</p> <p>L'exploitant a indiqué que les détecteurs incendie sont testés avec une flamme et les détecteurs gaz avec un gaz étalon et une perche permettant d'injecter le gaz au niveau des cônes.</p> <p>Les tests gaz sont à la fois un test de fonctionnalité et un test d'étalonnage.</p> <p>L'exploitant n'a pas été en mesure de fournir la procédure de test utilisée par son prestataire.</p> <p>L'exploitant ne dispose pas des PV de test mais uniquement d'une fiche récapitulative des tests réalisés. Cette fiche mentionne notamment la date de l'intervention, le nom de la personne réalisant l'opération, les valeurs lues zéro et gaz étalon, le type de gaz étalon, sa concentration et la référence de la bouteille étalon et l'état final (BF/HS).</p> <p>Sur le rapport chaufferie 2004 de janvier 2026, l'Inspection constate l'absence de valeur pour le gaz étalon. Cette absence de valeur ne peut qu'être liée au fait que les essais réels n'ont pas été réalisés. En effet, pour la chaufferie 2014, les essais réels n'ont également pas été réalisés mais la valeur lue pour le gaz étalon est bien mentionnée.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant fournira sous 1 mois les procédures de test mises en oeuvre sur son site pour les détecteurs gaz et détecteur incendie. Cette procédure doit mentionner le shunt de l'asservissement et la remise en service de l'installation après le test. Elle doit également mentionner le matériel utilisé pour réaliser les tests/maintenance.</p> <p>Il indiquera sous 1 mois pourquoi aucune valeur de gaz étalon n'est mentionnée pour le contrôle de janvier 2025 pour la chaufferie 2004.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

**N° 6 : Détection gaz – Test des asservissements**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Test des asservissements</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>A.-L'exploitant met en œuvre l'ensemble des équipements et procédures mentionnés dans l'étude de dangers qui concourent à la maîtrise des risques.</p>



<p>Il assure :</p> <p>-le bon fonctionnement, à tout instant, des barrières de sécurité, et notamment l'efficacité des mesures de maîtrise de risques ;[...]</p> <p>B.-L'exploitant définit et met en œuvre les opérations d'entretien et de vérification des barrières de sécurité et mesures de maîtrise des risques. Ces opérations respectent les exigences et spécificités définies par le fabricant.[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les asservissements sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Chaufferie 2014 : alarme 1 (7 %) Flash x2 Transmission au Poste de contrôle + astreinte alarme 2 (10 %) Coupure force Coupure éclairage Coupure vanne gaz</li> <li>• Chaufferie 2004 : alarme 1 (15 %) Flash x2 Transmission au Poste de contrôle + astreinte alarme 2 (20 %) Coupure force Coupure vanne gaz</li> </ul> <p>La coupure force consiste en la coupure de l'électricité pour le bâtiment concerné. L'ensemble des asservissements est contrôlé à chaque vérification, une fois par an physiquement et la seconde par la vérification de la transmission de l'information sous forme d'énergie. Les tests font l'objet d'un rapport par le sous-traitant. Ces rapports ne couvrent pas l'ensemble de la réaction et du traitement de l'information (par exemple bonne réception par l'astreinte, ou fermeture de l'électrovanne).</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant mettra en place un rapport couvrant l'ensemble de la chaîne de sécurité et notamment les actions liées à l'asservissement (coupure électrique, coupure gaz ; alarme sonore et visuelle, astreinte...)</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 7 : Détection gaz– procédure indisponibilité détecteurs**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, procédure indisponibilité détecteurs
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]L'exploitant définit par ailleurs les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations en cas de défaillance ou d'anomalie des barrières de sécurité agissant sur des phénomènes dangereux conduisant à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site ainsi que des mesures de maîtrise des risques et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt.</p> <p>Ces conditions et modalités sont formalisées dans des procédures.</p>

<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a indiqué que le prestataire en charge des tests et de la maintenance des détecteurs dispose de pièces en stock afin de pouvoir réaliser la maintenance et le remplacement des détecteurs de façon réactive.</p> <p>L'inspection relève cependant que le remplacement de la sonde 3 pour le générateur 2 a été effectué plus de 11 mois après la première remarque.</p> <p>L'exploitant a indiqué que lorsqu'un détecteur est indisponible la chaudière concernée est consignée. Cette consignation est réalisée en coupant les énergies (même principe que lorsque l'alarme est dépassée).</p> <p>Il indique également que les détecteurs d'ambiance viennent en doublon des détecteurs brûleurs.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmettra sous 1 mois la procédure de consignation mise en oeuvre en cas d'indisponibilité d'un détecteur.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

**N° 8 : Détection gaz– test réel – suivi procédure**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 55</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, test réel – suivi procédure et shunt</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]L'exploitant tient à disposition les justificatifs de conception et dimensionnement du réseau de détecteurs. Il tient à jour, la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité, détermine et met en œuvre les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps. L'exploitant respecte les conditions de fonctionnement et d'entretien définies par le fabricant de ces détecteurs. Le déclenchement des détecteurs et les actions correctives ou préventives menées sont tracées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter la procédure de test des détecteurs. (voir également PC5)</p> <p>Il a indiqué à l'Inspection que lors d'un changement de détecteurs, un contrôle complet de l'installation est réalisé pour lever la non-conformité.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Au vu du changement de la sonde 3 du générateur 2, l'exploitant transmettra à l'Inspection le contrôle complet réalisé à l'issue de ce changement le 18/11/25.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>

<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois